

## LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

# l'accessibilité sociale des produits biologiques locaux

Débouchés • Sensibilisation • Insertion Sociale

De nombreux travaux montrent le lien entre précarité économique et alimentation de mauvaise qualité, pouvant engendrer des problèmes de santé (obésité, diabète, etc.). Parallèlement, la consommation de produits biologiques présente des intérêts en termes de santé qui sont aujourd'hui reconnus.

L'alimentation biologique et les circuits courts sont-ils réservés aux classes les plus aisées ?

Si l'accessibilité des produits biologiques peut être limitée par différents facteurs, des réponses adaptées existent, par exemple : des tarifs sociaux pour réduire le prix, des cours de cuisine pour se reconnecter à l'alimentation, ou des actions en zones rurales isolées ou zones urbaines sensibles pour lutter plus localement contre l'exclusion alimentaire...

La mise en place de projets d'accessibilité sociale et géographique de produits biologiques via des circuits de proximité apparaît donc comme une réponse aux inégalités et une politique publique pertinente, car transversale et cohérente. Complémentaires à l'introduction de produits bio en restauration collective, de telles initiatives permettent de toucher plus largement la cellule familiale autour d'une réflexion sur l'alimentation, envisagée dans sa globalité.

Ces initiatives permettent de répondre à des enjeux à la fois sociaux et de santé publique autour de l'alimentation bio, en les reliant aux enjeux économiques et environnementaux du territoire.

## DANS QUELS CADRES D'ACTION TERRITORIAUX ?

Ce type d'actions peut être mis en œuvre notamment dans le cadre d'un Agenda 21 communal, intercommunal voire départemental à travers la compétence sociale des conseils généraux, ainsi que dans une charte de parc naturel régional. Plus globalement, ces actions relèvent des compétences des communes et des intercommunalités en matière d'action sociale et de politique de la ville.

## GOVERNANCE

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) se caractérise par son mode d'entreprendre, qui place l'homme au centre de l'activité économique. Sous cette dénomination se retrouvent des organisations parfois très différentes qui ont pour point commun les principes de gouvernance démocratique et d'utilité sociale. En ce sens, les projets de circuits de proximité à dimension sociale s'inscrivent dans le champ de l'ESS. Ils peuvent par cette entrée être mis en valeur et accompagnés par les collectivités, qui se montrent aujourd'hui de plus en plus sensibles aux valeurs de l'ESS. Tous les échelons territoriaux peuvent activer des compétences pour encourager ces initiatives et les collectivités cherchent à coordonner leurs actions entre elles pour plus d'efficacité.

La particularité des circuits alimentaires à dimension sociale est qu'ils font nécessairement intervenir des acteurs d'horizons différents et qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble : acteurs du monde agricole et acteurs de l'action sociale en particulier, mais également collectivités (différents échelons et différents services) et citoyens. Une bonne définition des rôles et attentes de chacun en amont est donc primordiale.

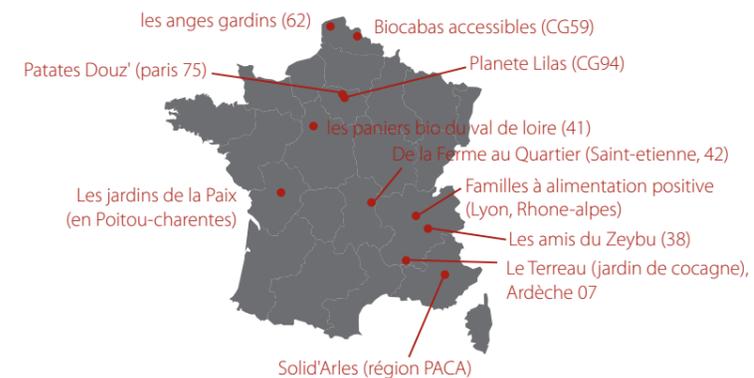


## BÉNÉFICIAIRES

- Les familles à faible budget : pour faire évoluer les comportements alimentaires et leur faciliter l'accès à une alimentation bio locale ;
- Les citoyens isolés géographiquement, en rendant accessibles des produits bio locaux dans les zones isolées ou enclavées.



## Autres initiatives à découvrir



# étape par étape méthodologie

## Différentes pistes de méthodologie.

Les projets relatifs à l'accessibilité sociale des produits biologiques locaux émergent souvent de la volonté de quelques habitants ou producteurs. Dans ce cas de figure de projets déjà formalisés, une collectivité peut jouer un rôle de soutien (matériel via la mise à disposition de locaux par exemple, financier, technique, etc.) ou d'amplificateur au projet (fédération et coordination des acteurs, communication, etc.).

### 1 La collectivité est à l'initiative d'un projet

Dans le cas où une collectivité est à l'initiative d'un projet d'accessibilité sociale des produits biologiques, quelques éléments essentiels de méthodologie peuvent être dégagés :

**1. Réunir tous les acteurs concernés du territoire** afin d'initier le projet dans un cadre transversal et d'établir un diagnostic des enjeux pour les populations en difficultés.

**2. Définir les attentes, les besoins et les possibilités/ressources** de chacun des acteurs afin d'imaginer les leviers d'action (relais de terrain, canaux de distribution, moyens de sensibilisation, etc.) et les partenariats possibles en fonction des priorités d'action relevées. Pour le financement du dispositif, plusieurs modalités peuvent être envisagées :

- échelonnement des prix des paniers en fonction des revenus ;
- prise en charge d'une partie du prix du panier par la collectivité pour proposer des tarifs réduits ;
- paiement en bons alimentaires ;
- mise en place d'une monnaie virtuelle (Voir exemple du Zeybu Solidaire plus loin)
- formules prix et volumes adaptées au public : proposer des paniers spécial étudiants moins volumineux, échelonner les paiements, réduire des exigences d'engagement pour les personnes ayant une faible visibilité sur leurs ressources...

**3. Associer impérativement un volet de sensibilisation** au dispositif d'aide financière

Différents dispositifs de sensibilisation peuvent être expérimentés, notamment :

- mettre en place des ateliers de cuisine :

C'est l'expérience qu'a menée le Gabnor en partenariat avec le Conseil Général du Nord sur le projet des "Bio cABas solidaires". Le principe de ce projet est de distribuer des paniers de fruits et légumes de la coopérative bio Norabio, financés à 50% par le Conseil général, pour les familles en difficultés. Mais parce que le fait de proposer un tarif réduit n'était pas suffisant pour "motiver" les familles, des cours collectifs de cuisine autour du panier, avec parents et enfants, ont été proposés aux familles dans les centres sociaux et maisons de quartier. Cette initiative a permis d'intégrer davantage de familles au dispositif.

- organiser des animations pédagogiques autour de la vente de paniers :

A Saint-Etienne, l'association "De la ferme au quartier" organise des animations autour de l'alimentation, avec des ateliers cuisine, des échanges de recettes, des pique-niques, des rencontres avec les producteurs ou encore des débats, en complément de l'offre de paniers qu'elle propose aux habitants. Ces activités permettent en outre de ranimer le quartier, classé Zone Urbaine Sensible, dans lequel l'association est installée.

**4. Mettre en œuvre un suivi** permettant de s'assurer que le dispositif permet effectivement de toucher le public visé.

### 2 Comment piloter un projet d'accessibilité ?

#### Différents rôles au sein de la gouvernance

Les retours d'expériences nous amènent à distinguer deux cas de figure : **soit le projet est initié par une collectivité territoriale porteuse, soit il provient d'une volonté et d'une initiative citoyenne** (groupes d'habitants, associations, etc.). Dans ce 2<sup>ème</sup> cas, les collectivités territoriales sont généralement sollicitées en soutien à l'initiative.

Dans les deux cas, **la collectivité territoriale pourra jouer un rôle à plusieurs niveaux** et notamment :

- Mise à disposition des ressources (local, terrains, matériel...);
- Apport d'ingénierie et conseil (étude de préfiguration, aide au montage de dossier...);
- Mise en valeur des initiatives (promotion, information aux consommateurs...);
- Subventions ou aides directes (prise en charge d'une partie des coûts permettant de proposer des tarifs préférentiels, emplois aidés)
- Fédération et mise en lien des différents acteurs du territoire pour garantir la meilleure synergie possible (producteurs bio, centres sociaux, associations locales, association d'aide alimentaire et épicerie sociales, citoyens, etc)

Ce dernier point est crucial : en effet, ces projets ont la particularité de concerner une multitude d'acteurs, qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble, qui n'accompagnent pas le même type de public et qui n'ont pas les mêmes méthodes de travail. Entre une conseillère en économie sociale et familiale, un chargé de mission politique de la ville, un agriculteur et un animateur de développement agricole, les approches sont bien souvent très différentes. La collectivité, en tant qu'acteur public aura toute légitimité à fédérer et faciliter la création de partenariats entre ces acteurs (mise en place de groupes de travail ou comités de pilotage, de conventions de partenariats, etc).

#### Points de vigilance et clefs de réussite

- Mettre en place un accompagnement et une sensibilisation en parallèle du soutien financier ;
- S'appuyer sur des structures relais proches de la population qui ont les compétences pour accompagner ces publics ;
- Bien définir les rôles et engagements des différents acteurs ;
- Évaluer le dispositif proposé en terme d'évolution des comportements alimentaires ;
- Anticiper le modèle économique du projet à moyen terme (part des soutiens publics, sources d'autofinancement)

# exemples réussis

## ENCORE PLUS DE SOLIDARITÉ AVEC L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE, "LES PANIERS BIO DU VAL DE LOIRE"

En plus de rendre accessibles au plus grand nombre les produits bio et locaux, certains projets font intervenir de l'insertion sociale et professionnelle, complétant ainsi les aspects solidaires du dispositif. C'est le cas, par exemple, des "Paniers bio du Val de Loire", portés par le groupement de producteurs biologiques Val Bio centre. Pour le conditionnement et la livraison, les producteurs travaillent avec deux structures d'insertion. Il ne s'agit pas d'une simple prestation de service, le projet a été co-construit entre les différents partenaires et a permis le développement des structures d'insertion, qui sont membres du conseil d'administration de Val Bio Centre. La première, l'association Bio-solidaire livrait déjà des paniers et a pu développer ses activités. La création de la seconde, située à Choisy-le-Roi a été portée par Val Bio Centre. Elle a vu le jour pour répondre à la croissance des activités de Val Bio Centre, dont le nombre de paniers livrés est aujourd'hui de 3 000 paniers hebdomadaires. Travailler avec des structures d'insertion signifie donc une collaboration au quotidien et joue un rôle dans la gestion du projet : prise de décisions, organisation du travail, construction des prix... En cas de variations d'activité, Val Bio Centre les ajuste entre région Centre et région Ile de France, pour ne pas mettre en difficulté une structure. Faire vivre des structures d'insertion fait partie intégrante du projet porté par Val Bio Centre. Cette dimension insertion trouve également un engouement auprès des consommateurs, qui se sentent véritablement acteurs d'un projet de société.

## LES AMIS DU ZEYBU : LA BOUCLE SOLIDAIRE

Suite à la fermeture du dernier commerce de proximité de la commune d'Eybens (38), un collectif d'habitant a imaginé un projet alternatif pour maintenir un dynamisme local et proposer des produits de qualité accessibles au plus grand nombre. Le projet repose sur 2 activités complémentaires : le "Zeybu marché" et le "Zeybu solidaire" avec une boucle solidaire redistributive. Le 1er est un système d'achat coopératif : les adhérents commandent toutes les quinze jours, via le logiciel "Zeybux", les produits proposés par les producteurs. Les producteurs livrent, dans la journée du marché, les marchandises commandées avec, en plus, des dons solidaires en nature (produits) proportionnels à leurs commandes. Ces dons sont ensuite achetés par des adhérents, ce qui va alimenter le compte du Zeybu Solidaire afin de créditer ensuite de manière anonyme le compte des adhérents relevant de l'aide alimentaire. Ces derniers pourront alors acheter des produits et ce, sans marqueur social. Au final, l'argent de la monnaie Zeybu solidaire retourne vers les producteurs : La boucle solidaire est bouclée !

## TERRE D'OPALE : QUAND LE PANIER BIO ALIMENTE RÉINSERTION SOCIALE ET (RÉ)ÉDUCATION ALIMENTAIRE

Les Anges Jardins est un jardin de cocagne à l'origine d'une plate-forme de distribution de produits bio, Terre d'Opale, structure créée pour faire face à l'augmentation d'abonnements de paniers bios sur le Littoral du Nord-Pas de Calais. "Habités à travailler avec des personnes en difficulté sociale, nous avons eu

très tôt à cœur de rendre nos légumes et fruits bio accessibles à tous. Cela tombait bien : les pouvoirs publics enjoignaient chacun à manger équilibré !". Terre d'Opale s'est rendu compte que le manque d'argent ou de savoir-faire pour cuisiner ces produits n'étaient pas les seuls obstacles à leur consommation chez des gens paupérisés : néophobies alimentaires, manque d'estime de soi, enfermements socioculturels constituent une peur de la nouveauté, principale entrave au changement. "Dès 2008, à partir de techniques simplifiées, nous avons créé des ateliers d'initiation au jardinage et à la cuisine pour ces populations. Nous avons ensuite capitalisé nos techniques dans deux manuels : le Manuel des jardiniers sans moyens et le Manuel de cuisine pour tous\*. L'idée est ensuite venue de former de nouveaux transmetteurs de pratiques au travers de la formation d'ambassadeurs du jardinage et du bien vivre alimentaire\*. Ces formations sont prescrites aussi bien aux animateurs de terrain qu'aux directeurs de structures, responsables de services, chefs de projets susceptibles de développer des programmes d'autonomie alimentaire."

La réussite de ces actions auprès des personnes en difficulté nécessite de s'inscrire dans un partenariat étroit avec la collectivité locale. Les champs d'intervention et les équipements dont dispose Terre d'Opale ont pu se construire à l'aide de la Communauté de communes de la Région d'Audruicq notamment par l'acquisition foncière du site, de la Région, du PNA (Etat) ou encore de diverses fondations. Un dispositif d'accès aux paniers solidaires à moindre coût via un accompagnement en cuisine a également été mis en place grâce au Département du Pas-de-Calais et au Réseau Cocagne. \*Manuels librement téléchargeables ou disponibles en livre aux prix de 2€ et 3€

## Pour aller plus loin

### DES FICHES À LIRE SUR [DEVLOCALBIO.ORG](http://DEVLOCALBIO.ORG)

FICHES EXPÉRIENCES : CASE  
FICHES OUTILS : Agenda 21 • PCET • Politique de la ville  
FICHE MÉTHODOLOGIE

### DES SITES WEB À VISITER [www.restaurationbio.org](http://www.restaurationbio.org)

### DES DOCUMENTS À CONSULTER

Film Biocabas solidaire  
Recueil FNAB sur les circuits de proximité à dimension sociale, 2011.

Boîte à outils "circuits de proximité à dimension sociale en agriculture biologique : des initiatives innovantes pour les territoires" à destination des collectivités – à destination des producteurs, 2012.

Le manuel des jardiniers sans moyens

Le manuel de cuisine pour tous

L'ambassade du bien-vivre alimentaire

### DES INITIATIVES À L'ÉCHELLE NATIONALE

Programme Uiterres du réseau ANDES (Épicerie solidaires) • Opération 30000 paniers solidaires du réseau Cocagne

Agriculture Biologique & Développement Local : une boîte à outils pour les collectivités territoriales. Une réalisation 2014 de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique. [www.devlocalbio.org](http://www.devlocalbio.org) & [www.fnab.org](http://www.fnab.org)